MCAE: Mouvement Citoyen pour une Alternative Économique

SORTIR DE LA MONDIALISATION

Paul Ryckaert est ingénieur en automatisme, la science des systèmes qui se rebouclent sur euxmêmes comme l'économie.

Diplômé du CNAM (cours du soir), il propose au monde politique, depuis une trentaine d'années, un pilotage économique capable de nous sortir de la crise pour retrouver la prospérité solidaire.

Le pilotage, depuis un centre unique de traitement, est connu pour devenir instable, puis incontrôlable, avec l'augmentation de sa taille. Le pragmatisme du monde productif a conduit à des systèmes indépendants, qui communiquent entre eux pour optimiser l'ensemble.

La mondialisation économique d'après-guerre a conduit à la même instabilité et à la perte de contrôle, sur leur économie, des états soi-disant souverains. Le lien rigide, qu'imposent la concurrence 'excluante' et la monnaie mondiale, empêche toute action autonome des états pour corriger les dis-fonctionnements.

Mais la contrainte est aussi le moyen pour le centre, de s'approprier la planète en imposant ses décisions aux états, en contradiction flagrante avec l'idéal démocratique, censé pourtant le justifier.

Le refus farouche, par la gouvernance mondiale, de relâcher son pouvoir de contrainte, nous enferme dans un processus d'auto-destruction où la fourniture des biens vitaux devient incertaine, et où les tensions croissantes dérivent sur des conflits nationaux puis internationaux.

Candidat en 2017, Paul Ryckaert, à 73 ans, se représente en 2022, puisque l'offre politique médiatisée est dépourvue d'alternative à la mondialisation. Il reprend son programme de 2017, avec la botte secrète du QR-code : un lien direct avec les électeurs.

En cinq ans, les choses se sont aggravées, le précipice qui se rapproche devient vertigineux, les Français ont de bonnes raisons d'avoir, cette année, le courage d'un changement de système.

Sortir de la mondialisation

La mondialisation, c'est l'obligation de passer par les flux mondiaux. L'utilisation de notre richesse et la rémunération de ceux qui l'ont produite sont décidées par le monde des affaires, qui nous laisse à peine de quoi survivre. La sortie de crise passe par la réappropriation de cette richesse et du contrôle de son partage, dans un cycle de production-consommation indépendant des flux mondiaux, mais capable d'échanger avec eux.

Economies souveraines coopératives

Dans une économie souveraine, une autorité, issue d'une majorité démocratique, ajuste la masse monétaire en cohérence avec le marché intérieur, pour stabiliser la monnaie. Elle maintient l'équilibre des échanges extérieurs, pour que le commerce avec les autres états ne soit plus une captation mais une substitution : le commerce extérieur n'est plus une domination mais une coopération.

C'est une troisième voie entre le protectionnisme qui détruit l'économie et le libéralisme qui détruit le social.

Le programme politique

Le Mouvement Citoyen pour une Alternative Économique propose trois mesures :

La souveraineté monétaire qui permet de nous déconnecter de la captation par la monnaie internationale et d'assurer un échange fluide et gratuit au sein de notre économie.

Le découplage économique qui permet de nous isoler de la concurrence mondiale, donc de conserver notre richesse, sans migration vers les capitalisations internationales, et de la partager conformément à notre contrat social, démocratiquement défini.

La répartition capital/travail qui permet l'optimalité sociétale et l'épanouissement, à la fois des individus et des entreprises.

On aboutit encore à une économie de marché mais où les responsables pilotent le point de fonctionnement. L'économie est maintenue dans un domaine de prospérité partagée et ne dérive pas vers les zones de pathologie sociale : la main invisible fonctionne bien, à condition que l'état la tienne par la main.

Nouvelle monnaie veut dire sortir de l'Euro. Souveraineté de l'État veut dire sortir de l'Europe de compétition, ouvrant ainsi la voie à une Europe de coopération.

Positionnement politique

Notre génération bénéficie d'un privilège immense : disposer d'un outil productif surabondant, avec des marges de gain productivité considérables (la retraite à 60 ans n'est pas un problème).

Si nous savons nous orienter vers une démographie lentement décroissante, et une économie centrée sur les besoins humains (de confort), les dangers qui nous menacent, comme le dérèglement climatique, seront facilement maîtrisés, à condition de remettre en cause la croissance compétitive de l'Occident anglo-saxon.

C'est bien pour ne pas se confronter à ce choix décisif, et tenter de sauver coûte que coûte la mondialisation, que l'ensemble de la classe politique cherche à détourner notre regard vers les désordres des migrations et des économies parallèles, qui sont liés et qui ne sont que les conséquences de notre passé dont l'histoire est soigneusement falsifiée, l'histoire de l'immigration algérienne en particulier.

Quand le business sent qu'il va perdre la main, il crée des troubles. Les intellectuels français, journalistes, personnalités politiques, analystes... sont les nouveaux hussards noirs, qui nous préparent à la troisième guerre mondiale, comme ceux qui, au début du XXe siècle, nous ont poussés vers la grande guerre.

Nous laisserons nous berner une troisième fois ?

La question pertinente d'aujourd'hui n'est pas de choisir entre la gauche ou la droite, la relance par l'offre ou la demande, mais bien de choisir entre la croissance par la pression concurrentielle ou la stabilité par la prospérité solidaire, la sortie de crise par les échanges stables et pacifiques ou le suicide collectif par la croissance et la guerre mondiale.

Pour nous protéger des désordres qui frappent à notre porte, pour retrouver la prospérité et la paix sociale dans une société civilisée, pour donner un avenir à nos enfants.

VOTONS: MCAE